



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 9 / 2016 /DDPP
portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2011 modifié réglementant les activités exercées par la société TEC'CHIM dans ses installations sises à SORBIERS – Rue Jean Berthon – Z.I. De la Vaure ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 11 décembre 2015, établi à la suite d'une visite d'inspection courante du 10 novembre 2015, constatant des non conformités au regard des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 15 juin 2011 susvisé ;

CONSIDERANT que certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation du 15 juin 2011 ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas mis en place la surveillance des rejets de l'installation au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2011 susvisé ;

CONSIDERANT que certaines prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société TEC'CHIM est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite sur la commune de SORBIERS – Rue Jean Berthon – Z.I. De la Vaure, de :

- de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 2011 susvisé **sous trois mois**, notamment les articles suivants :

- article 2.1 de l'annexe eau de l'arrête du 15 juin 2011
- article 1 de l'annexe air de l'arrêté du 15 juin 2011
- article 9.1.4 de l'arrêté du 15 juin 2011

- de se conformer **sous 6 mois** aux articles suivants :

- article 2.1 2 3 de l'arrêté du 15 juin 2011
- articles 7.2.2.2 et 7.2.2.3 de l'arrêté du 15 juin 2011
- article 7.4.7 de l'arrêté du 15 juin 2011

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de SORBIERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le - 5 JAN. 2016

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Monsieur GARCIA

Société TE'CHIM

Rue Jean Berthon

42290 SORBIERS

- Monsieur le maire de SORBIERS

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono